



## Séance plénière du 20 septembre

Le Conseil régional était réuni le mercredi 20 septembre afin d'examiner plusieurs rapports importants pour notre collectivité : la dotation globale de fonctionnement pour les lycées, le rapport "choc de décentralisation" présenté par la majorité ou encore le Plan régional sur l'Autisme. **Nos conseillers régionaux ont proposé des politiques publiques plus ambitieuses et ont dénoncé celles qui allaient à l'encontre des intérêts des Franciliens.** À retenir :

### Des victoires pour notre groupe

**Les établissements scolaires sont devenus le premier désert médical de France.** En effet, il manque 15 000 infirmières scolaires dans notre pays. Face à cette pénurie, un cri d'alerte a été lancé en juin dernier par le SNICS-FSU, syndicat majoritaire des infirmières scolaires. **La Région a adopté notre amendement visant à interpeller le gouvernement sur la pénurie d'infirmières scolaires** dans les Établissements Publics Locaux d'Enseignement dans les lycées franciliens.

**Beaucoup d'enfants atteints de troubles du spectre de l'autisme (TSA) se retrouvent sans solution de scolarisation** en milieu ordinaire à l'adolescence et contraints à rester à leur domicile. Face à cette situation, des Unités d'Enseignement Lycée Autisme (UELA) ont été expérimentées, et elles fonctionnent ! **La Région a adopté notre amendement visant à développer les UELA dans les lycées franciliens.**

### Un « choc de décentralisation » pour rien

La présidente de la Région Île-de-France Valérie Pécresse avait promis un véritable « choc de décentralisation », 40 mesures qui devaient « révolutionner les rapports entre État et Région ».

**La montagne a accouché d'une souris libérale.** Alors que notre Région concentre des difficultés croissantes en matière de logement et de pouvoir d'achat, que le prix des transports augmente chaque année, peut-être faudrait-il d'abord songer à assumer les compétences obligatoires, notamment celles des transports, plutôt que d'en réclamer de nouvelles ?

**Parmi les inepties du pseudo « choc de décentralisation » figure notamment la création d'écoles primaires autonomes sous contrat.** Alors que les professeurs manquent et que les

élèves s'entassent dans des classes encombrées, Valérie Pécresse ne trouve rien d'autre à proposer que d'accentuer le séparatisme scolaire !

**Autre proposition absurde, la volonté de mettre en place un SMIC régional.** Cette mise en concurrence des régions créerait des situations injustes, pourquoi un employé de la Creuse gagnerait-il moins, pour le même travail, qu'un employé du Val-de-Marne ? L'indivisibilité de la République serait affectée. En outre, sans avis officiel du CESER, par ailleurs totalement opposé à cette démarche de l'Exécutif, cette délibération souffre d'une grande instabilité juridique. **[regarder l'intervention]**

### **Lutter contre le fléau du harcèlement scolaire**

**Lors de la séance plénière, notre président de groupe Jonathan Kienzlen a interpellé Valérie Pécresse sur le sujet du harcèlement scolaire.** Quelques jours après le suicide du jeune Nicolas, il est apparu évident que l'institution scolaire avait failli à sa mission. Ce fléau qui touche près de 10% des élèves ne représente pas une fatalité, les pouvoirs publics peuvent et doivent agir pour l'endiguer.

Ce sont autant de vies que l'on brime et, plus grave, que l'on risque de briser définitivement. Notre groupe avait fait plusieurs propositions pour lutter contre le harcèlement scolaire. De la vidéo préventive qui se lance à chaque fois qu'un lycéen allume son ordinateur de la Région à la sensibilisation obligatoire pour les parents en passant par un renforcement du dispositif "ambassadeurs lycéens", la droite n'a pas voulu retenir nos recommandations. Sur un sujet aussi important, les luttes partisans n'ont pas lieu d'être. **[regarder l'intervention]**

---

## **Commission permanente du 21 septembre**

Lors de cette commission permanente, nous avons adopté le **soutien aux ONG qui viennent en aide aux populations sinistrées au Maroc** suite au séisme qui a touché la région de Marrakech. Nous avons également déposé un amendement afin que la Région apporte une aide à la Libye touchée par de violentes inondations.

S'agissant de la situation en Arménie, comme l'a rappelé Jean-Marc Germain, il faut agir au plus vite face à la gravité de la situation pour les populations au Haut-Karabagh et désigner clairement l'agresseur. Déjà 200 morts qui viennent s'ajouter au 4000 de 2020. **C'est une République démocratique qui vient d'être rayée de la carte et un peuple qui est désormais menacé de génocide.**

Continuons d'apporter, ensemble, notre soutien au peuple arménien. **[regarder l'intervention]**

---

## Conseils d'administration d'Île-de-France Mobilités du 26 septembre

Notre administratrice Isabelle Beressi a dénoncé l'accord prétendument "historique" trouvé entre l'État et la présidente de la Région Île-de-France pour financer les transports franciliens, reposant sur **une nouvelle augmentation du prix du Passe Navigo**.

En janvier 2023, alors que l'inflation touchait massivement les Franciliens les plus précaires, c'est déjà le choix qu'avaient fait le Gouvernement et la Région, avec une première hausse du tarif du Passe Navigo de près de 10 euros, soit 120 euros sur un an ! **Pour l'année prochaine, Valérie Pécresse et Clément Beaune viennent de décider main dans la main d'une nouvelle augmentation du prix du Passe Navigo !**

Lors des assises du financement des transports en janvier dernier, **nous avons proposé d'autres leviers qui ne sacrifieraient pas le budget des ménages franciliens** : baisser la TVA de 10% à 5,5%, créer une contribution des acteurs de l'e-commerce, affecter une contribution additionnelle à l'impôt sur la fortune immobilière...

Les Franciliens et les collectivités n'ont pas à payer pour la mauvaise gestion financière de Valérie Pécresse !

---

## Plan régional de lutte contre les rixes

**Fatima Ogbi, commissaire à la jeunesse, a remis un rapport pour qu'un plan régional de lutte contre les rixes soit voté et déployé sur le tout le territoire francilien.** Othman Nasrou, Vice-Président de la Région, s'est engagé à étudier toutes les mesures. Nous avons formulé 17 propositions dont la création d'un appel à projet doté d'un million d'euros pour les acteurs en lutte contre les rixes.

**Jonathan Kienzlen, président du Groupe Socialiste, Écologiste et Radicale**

**Retrouvez-nous sur nos réseaux sociaux**



**Notre site internet**



## Groupe Socialiste, Radical, Ecologiste et Citoyen

-

Ce mail a été envoyé à {{contact.EMAIL}}  
Vous avez reçu ce mail car vous avez souscrit à notre lettre d'informations.

[Se désinscrire](#)

